

Interview politique, propagande gouvernementale et télévision dans les années 1950 : autour des entretiens Guy Mollet-Pierre Sabbagh de 1956

Christian Delporte

*Professeur d'histoire
contemporaine
Université de Versailles-Saint
Quentin-en-Yvelines,
Centre d'histoire culturelle
des sociétés contemporaines*

Dans une thématique aux préoccupations très contemporaines, la présente contribution s'apparente à une forme d'archéologie du journalisme de télévision. Il s'agit, en effet, d'étudier à très grands traits les premières expériences de l'interview politique dans ce média neuf – exercice périlleux, en raison de la rareté des images conservées pour les années 1950 –, en insistant notamment sur une série d'entretiens diffusés en 1956 après le journal télévisé, entre un journaliste connu, Pierre Sabbagh, et un président du Conseil en mal de popularité, Guy Mollet¹.

Souvent, en effet, on a tendance à jeter sur cette époque lointaine un regard mi-amusé, mi-nostalgique, et à considérer que les sources du journalisme contemporain remontent, au mieux, au début des années 1960. C'est oublier que la décennie précédente, même si elle ne bénéficia pas de la même audience, fut souvent inventive. Les "pionniers" de la télévision, passant outre les obstacles techniques et cherchant à comprendre les possibilités de l'outil télévisuel, menèrent des expériences dans le domaine de l'information, mais aussi de la culture ou de la distraction, d'une modernité rétrospectivement surprenante. Bref, pas plus que le journalisme d'information n'a débuté avec *Cinq colonnes à la une*, l'interview politique n'est apparue avec les échanges entre Michel Droit et le général de Gaulle. Les

émissions de 1956 conduites par Pierre Sabbagh contribuent à le démontrer.

Début des années 1950 : quel statut pour l'interview politique ?

Pour répondre à cette question et, du coup, comprendre le caractère original des émissions de 1956, il faut commencer par avancer quelques brefs éléments de contexte².

D'abord, n'oublions jamais que la réalisation d'une interview télévisée à cette époque reste une opération techniquement très lourde, à plus forte raison si elle a lieu hors des studios (ce qui est, sinon la règle, du moins l'habitude) et si elle se tient en direct, conformément aux préceptes de Jean d'Arcy, le directeur des programmes. La télévision manque de moyens, singulièrement en matière d'enregistrement et de synchronisation image/son ; et se rendre sur les lieux d'un événement tient toujours de l'exploit technique. Les émissions répondent alors aux mécanismes d'une scénarisation qui, loin de concerner la seule information, touche à tous les genres télévisuels majeurs.

Ensuite, dans la première moitié des années 1950, la télévision demeure un objet étrange pour les hommes politiques, qui la connaissent peu ou mal. Fin 1955, on ne compte guère plus de 260 000 récepteurs, soit un public potentiel de 1 à 1,5 million de personnes, mal réparties sur le territoire national ; on est évidemment très loin des chiffres de la presse écrite et de la radio. Conséquence, les hommes publics ne se précipitent pas vers un média politiquement peu rentable ; ce qui s'y passe ne les intéresse guère. Notons tout de même que la première campagne électorale télévisée date de décembre 1955, à l'occasion des législatives qui voient la victoire du Front républicain de Guy Mollet. Mais alors que chaque parti peut s'exprimer un quart d'heure à la radio, il ne dispose que de cinq minutes à la télévision, ce qui indique clairement la nature du média audiovisuel qui compte à l'époque.

De nos jours, l'interview des hommes politiques se déploie principalement dans deux ou trois espaces : l'espace public et politique (l'Élysée, le Palais-Bourbon, le siège des partis, etc.) ; l'espace médiatique (les plateaux du journal télévisé ou des émissions d'information) ; parfois l'espace privé (comme ce fut le cas dans les années 1980 avec *Questions à domicile*). À l'époque qui nous occupe, le premier espace prévaut largement. Le public, familier des actualités cinématographiques, est d'ailleurs habitué aux déclarations des responsables politiques sur les

marches élyséennes ou ministérielles, à celles du président du Conseil à sa table de travail ou dans la salle des conférences de presse ; représentations symboliques sur lesquelles il y aurait beaucoup à dire. Au passage, rappelons que le JT des origines consiste en une succession de séquences filmées commentées depuis une cabine : le plateau n'apparaît partiellement qu'en novembre 1954, et il n'est pas encore question d'y accueillir des invités³.

Autre remarque, fort liée à la précédente. Traditionnellement, les hommes politiques privilégient deux formes d'intervention devant les micros de la radio ou les caméras des actualités cinématographiques : l'allocution ou la déclaration (où, au mieux, le journaliste est réduit à l'état de porte-micro) et la conférence de presse. Dans les deux cas, l'homme politique en majesté fixe les règles, mène le jeu ; les questions des journalistes sont prétexte à la lecture d'un document parfaitement maîtrisé et à la délivrance d'un message mûrement préparé.

Enfin, au début des années 1950, il n'existe pas à proprement parler à la radio d'émissions d'information où un homme politique est interrogé par des journalistes. La fameuse *Tribune de Paris* qui connaît un vrai succès à partir de 1946 est une table-ronde hebdomadaire de journalistes qui commentent l'actualité. Ils sont spécialistes du Parlement, journalistes accrédités souvent, de sensibilités différentes ; c'est une tribune des journalistes parlementaires, souvent animée ; mais les hommes politiques en sont absents.

Voyons alors le chemin qui nous conduit aux entretiens Mollet-Sabbagh de 1956. Il semble que la première grande interview politique à la télévision date du 12 juillet 1953⁴. Le tout nouveau président du Conseil, Joseph Laniel, accorde alors au journal télévisé un entretien exclusif. Nous n'avons pas les images. Mais la presse du lendemain retient deux faits marquants, selon elle : d'abord le manque d'aisance de Laniel devant les caméras ; ensuite le caractère artificiel de l'entretien, les questions et les réponses ayant été soigneusement préparées⁵.

Néanmoins, l'allocution reste, dans les années 1950, le mode d'intervention premier pour les hommes politiques, même si elle s'inscrit parfois dans un simulacre d'interview. Juste un exemple. Le 16 juillet 1954, à la veille de son investiture, Pierre Mendès France est interrogé depuis son bureau pour le journal télévisé. Jacques Perrot lui tend un micro et lui pose une seule question : « Pouvez-vous nous faire ce soir le point de la situation ? » Après quoi, Mendès France, confondant apparemment radio et télévision, se plonge dans la lecture d'une déclaration de près de trois minutes, fuyant le regard de la caméra, se désintéressant autant du public éventuel que du journaliste. Il n'y aura

pas de deuxième question. Au terme de la réponse, Jacques Perrot remercie le président du Conseil et prend congé.

Dans ce paysage terne, il faut tout de même distinguer la première émission télévisée politique de plateau, fondée sur l'interview d'une personnalité politique, interrogée sur un thème, en direct (après le JT), par plusieurs journalistes : *Face à l'opinion*, créée fin 1954 par un journaliste de radio Pierre Corval – grand résistant, très lié au MRP et à Pierre Pflimlin –, qui se transformera l'année suivante en *Faisons le point*. On retrouve alors le modèle américain de *Meet the Press*, premier grand magazine politique télévisé dans le monde (auquel, il faut le noter, est convié Mendès France, en novembre 1954).

À vrai dire, on manque d'images pour juger l'émission. Mais on constate au moins trois choses. D'abord, si l'on en juge par la liste des invités, il s'agit surtout d'une tribune gouvernementale, inaugurée le 20 octobre 1954 par le ministre de la France d'Outre-mer, Robert Buron ; l'opposition en est absente. Ensuite, les principaux interlocuteurs des hommes politiques sont des journalistes de presse écrite, les seuls qui comptent à leurs yeux. Ainsi, le 4 janvier 1955, François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, est interrogé sur l'Algérie par cinq journalistes : Pierre Corval lui-même, Pierre Dumayet (le seul représentant de la RTF) et trois journalistes de presse écrite (Jacques Fauvet, Gérard Marin, Jean-Maurice Herrmann). Il est vrai qu'à l'époque, la télévision manque de journalistes. Mais l'arrivée à la télévision des hommes du journal parlé de la RTF (Pierre-Henri Salerne, Jacques Donot, Claude Villedieu, Jacques Perrot, etc.) ne renverse pas la donne, et les journalistes des quotidiens parisiens restent les interlocuteurs prestigieux et privilégiés des hommes politiques interrogés à la télévision. Au rayonnement naturel de la grande presse nationale s'ajoute le passé glorieux des personnalités choisies : les journalistes puisent ainsi souvent leur légitimité d'interviewers des responsables de la chose publique, dans leurs glorieux faits d'armes de résistant (Corval en fournit l'exemple).

Reste à savoir ce qui se disait dans ces émissions. Dans un livre sur la télévision publié en 1957, Jean Quéval et Jean Thévenot (qui, pour le second notamment, avaient, il est vrai, quelques comptes personnels à régler avec la RTF)⁶ raillent ainsi leurs confrères interviewers : « Il s'agit (...) de ne pas offenser les politiciens en place. C'est remarquable à regarder les débats benoîtement arbitrés par Pierre Corval. Ce sont d'habiles débats, dans leurs limites, auxquels participent des éditorialistes ou des journalistes parlementaires, quelquefois disposés en rond autour d'un ministre du jour. Ces gens sont même parfois capables d'une subtilité un peu sibylline. Mais ils sont soumis à un contrat

tacite. Il y a des sujets, des personnes dont il est clair que nul ne dira jamais rien. Remarquez que la moitié de ceux qui participent à ces débats n'en consacrent pas moins beaucoup d'énergie nerveuse à pester contre toute censure. »⁷ Bref, où s'arrête la courtoisie ? où commence la complaisance ? Voilà qui nous ramène à des débats fort contemporains. Toujours est-il que l'impertinence, ou plus modestement le souci de poser des questions dérangeantes propres à éclairer l'opinion, ne sont pas tout à fait à l'ordre du jour dans la période qui nous occupe. L'interview, dépourvue de « droit de suite » (selon une expression qui a fait florès dans les années 1980)⁸, se cantonne dans un conformisme d'autant plus respectueux de l'interlocuteur politique qu'il représente l'État.

La marge de manœuvre des journalistes, il est vrai, demeure restreinte. Le choix même des interviewés doit rester prudent. Pour ne pas l'avoir compris, Jacques Sallebert dut subir les foudres de sa hiérarchie. En novembre 1956, en pleine crise de Suez, le correspondant de la RTF en Grande-Bretagne interroge, dans son émission « À vous Londres », le député travailliste Kenneth Younger. Vivement opposé à l'expédition guerrière conduite par Eden et Mollet, ce dernier déclare notamment : « Monsieur Mollet, en s'associant aux conservateurs, trahit la cause des socialistes. » Furieux de se voir publiquement désavoué par un homme de son camp sur la télévision d'État, le chef du gouvernement fait convoquer le directeur de la RTF, Wladimir Porché. Jacques Sallebert est aussitôt rappelé à Paris et provisoirement suspendu⁹. L'arrivée du leader socialiste à Matignon, dont l'entourage a pris conscience de l'impact neuf du petit écran, correspond en effet à la première vraie tentative de contrôle de l'information télévisée par le pouvoir politique. L'affaire Sallebert s'inscrit dans un contexte plus général : quelques mois plus tôt, en juin 1956, le journal télévisé a été rattaché à la direction de l'information que dirige un homme sûr, proche des socialistes, Vital Gayman. L'interview de Guy Mollet s'insère donc dans une démarche générale du nouveau pouvoir pour encadrer plus étroitement l'information à la RTF.

Opération de communication et interview-spectacle

Instrumentaliser l'interview politique à des fins de propagande gouvernementale, c'est toute l'opération Guy Mollet de 1956. Il est banal d'affirmer que le premier grand communicateur télévisuel fut le général de Gaulle. Trop peut-être car on oublie, du coup, la voie tracée quelque temps plus tôt par le leader socialiste. Investi le 31 janvier 1956, le

nouveau président du Conseil hérite d'une situation politique difficile (dominée par la question algérienne) et accuse, dès sa prise de fonction, un déficit de popularité. Inquiet, Matignon commande des sondages pour mesurer l'état exact de l'opinion (Jean Stoetzel, le directeur de l'IFOP, est personnellement convoqué) et agir en conséquence. Parallèlement, des amis de Mollet comme Augustin Laurent, Gaston Defferre ou Georges Houriez (le directeur de *Nord-Matin*) l'invitent à rencontrer un spécialiste de la publicité, grand connaisseur des médias d'information : le directeur de Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet¹⁰. C'est chose faite le 10 mars 1956. Il faut communiquer, lui explique-t-il, établir un lien régulier avec les Français. Mais comment ? Mollet ne peut reprendre la méthode de son rival, Mendès France : les causeries hebdomadaires à la radio¹¹. Le souvenir en est trop frais ; on sait aussi le sentiment de frustration que ces rendez-vous récurrents suscitèrent chez les parlementaires. Le média de Guy Mollet, ce sera la télévision, sur le modèle américain qui fascine Bleustein-Blanchet. Certes, la télévision dispose d'une audience limitée (ce qui est plutôt de nature à rassurer les députés spontanément disposés à accuser le pouvoir de césarisme), mais on mise sur l'effet, l'écho, la reprise dans l'ensemble de la presse, en vertu même de l'originalité de la démarche. Surtout, on compte sur l'image de modernité politique qui rejaillira sur le président du Conseil : un média neuf pour un homme dynamique.

Bleustein-Blanchet regarde, en effet, avec appétit l'expérience menée outre-Atlantique. Là-bas, la télévision supplante la radio : le mouvement s'est brusquement accéléré sous la présidence Eisenhower qui achève son premier mandat (1953-1956). Les enquêtes statistiques indiquent notamment les points gagnés, grâce à la télévision, par le candidat républicain, lors de la campagne électorale de 1952, sur son adversaire démocrate Stevenson¹². Quatre ans plus tard, le nouveau média jouera un rôle nécessairement accru. À n'en pas douter, Eisenhower, qui a su maîtriser le petit écran, en tirera profit. Son image positive garantira-t-elle sa réélection ? En tout cas, il est temps, pense le patron de Publicis, que les hommes politiques français domestiquent à leur tour un instrument de communication porteur d'avenir.

Le dispositif comporte deux étapes. La première consiste en deux rencontres, en direct, dans les studios de Cognacq-Jay avec des grandes figures de la presse, à la manière américaine. L'entretien initial a lieu en avril ; fait face à Guy Mollet le gratin du journalisme parisien, Pierre Lazareff, Pierre Brisson, Robert Lazurick, Hubert Beuve-Méry, Claude Bellanger¹³. Le second se déroule quelques semaines plus tard, cette fois avec des directeurs de journaux de province. Jamais un chef de

gouvernement ne s'était soumis à un tel exercice à la télévision : il faudra attendre le seuil des années 1970 pour que cela se reproduise.

La deuxième étape est plus intéressante encore : il s'agit d'établir un rendez-vous régulier entre Guy Mollet et un journaliste ; en fait tous les quinze jours, un soir, en direct, après le journal télévisé. Quel journaliste ? Le plus connu ; un homme d'information autant qu'un homme de spectacle : le créateur du JT, Pierre Sabbagh (qui, à ce moment-là, a quitté la télévision pour Europe n°1). Au début de 1956, il est convoqué à Matignon, sur l'instance du secrétaire d'État à l'Information¹⁴. De l'entrevue, vont déboucher une dizaine d'émissions, toutes organisées dans le bureau de Guy Mollet à Matignon. Relevons le cas de deux d'entre elles, dont les images sont conservées par l'INA¹⁵ : celle du 18 juin, surtout, et celle, dans une moindre mesure, du 12 novembre 1956.

L'émission du 18 juin est la première de la série (la plus longue aussi : 28 minutes, contre 15 à 20 minutes pour les autres). Le principe en est simple : Guy Mollet ouvre à Pierre Sabbagh, à la télévision, aux Français, les portes de son bureau de Matignon. Nous l'avons dit, ce n'est pas la première fois que les caméras pénètrent dans le bureau d'un président du Conseil. La différence, c'est qu'on ne vient pas ici pour parler politique, mais pour connaître l'homme Mollet, saisir l'atmosphère des lieux, et, d'une certaine façon aussi, s'approprier un espace-clé de la République. On ne leur cachera rien ; on leur expliquera tout.

La caméra, guidée par Sabbagh, interprète des téléspectateurs¹⁶, se fait œil indiscret de tous ceux qui observent la scène devant le petit écran. L'indiscrétion est bien le maître mot de l'émission. Sabbagh, venu « jeter un coup d'œil » (sic) dans le bureau de Mollet, s'excuse auprès du président du Conseil pour ses questions trop indiscrettes. Les mots d'*indiscréditation* ou d'*indiscret*, ponctuant ses répliques, reviennent à sept reprises dans les propos du journaliste. « L'interviewer, comme le reporter, doit exprimer les ignorances et les curiosités d'un public dont il sait seulement qu'il est multiple et divers »¹⁷, expliquent à l'époque Quéval et Thévenot. Sabbagh cherche alors à satisfaire la curiosité supposée du téléspectateur. La chaleur et l'intimité qui se dégagent sont alors fondées sur le consentement naturel d'un Guy Mollet qui semble ne fuir aucune question et se prêter volontiers aux règles d'un jeu fixées par le journaliste.

Tout a été soigneusement répété. Les différentes scènes, le déplacement des hommes dans le bureau, le ballet des lourdes caméras (que l'on perçoit, malgré les précautions prises), tout indique de longues répétitions. Notons juste ici qu'il en va pour cette émission politique comme pour toutes les émissions en direct : les textes sont écrits, les mouvements sont indiqués ; rien n'est laissé au hasard.

L'émission est construite comme une dramatique, découpée à la façon d'une pièce de théâtre en plusieurs actes. Sabbagh arrive dans la cour de Matignon, pénètre dans le hall, est accueilli par un huissier qui lui demande « Avez-vous rendez-vous ? », attend dans un salon, avant d'être invité par Guy Mollet lui-même à entrer dans son bureau. Un coup de téléphone opportun, censé émaner d'un collaborateur du chef du gouvernement, met fin à l'entretien¹⁸. Entre temps, on aura parlé des grandes affaires du monde, de la visite du président du Conseil à Moscou ou à Londres, des problèmes intérieurs de la France, mais aussi découvert l'homme dans sa fonction, son environnement immédiat, et quelques traits personnels du personnage. On aura évoqué son modèle Léon Blum (dont il a repris le bureau, précise-t-il), son ami et camarade socialiste Bracke-Desrousseaux, sa mère (dont, respectivement, le buste et la photographie trônent sur le rebord de la cheminée), ses petits-enfants, ses goûts littéraires et philosophiques, grâce notamment à un ouvrage de Voltaire (les *Contes*, et singulièrement *Micromégas*), opportunément posé sur sa table de travail. Le prologue à l'interview (Sabbagh interroge l'huissier qui l'a accueilli) aura permis au téléspectateur d'apprendre que le chef du gouvernement a été légèrement souffrant (mais cela va mieux) et qu'il est, pour le petit personnel, plein d'attentions. Bref, au-delà du politique, est brossé le portrait de l'ami, du fils, du grand-père, de l'homme de culture, de l'homme simple et proche du "petit" (ce qui conforte son image de socialiste, représentant du monde ouvrier)¹⁹, un homme du peuple, travailleur et fidèle, indifférent aux luxes de la République. On aura aussi compris que la présidence du Conseil n'est pas une sinécure, mais une charge lourde, un sacrifice quotidien au service de la France et des Français.

Durant 20 minutes, Sabbagh alterne les questions à caractère politique et les questions personnelles ou sur la vie quotidienne à Matignon, scandées par des gros plans sur les objets intimes du bureau. Le journaliste, feignant la conversation à bâtons rompus, souligne les perpétuels changements de direction par des expressions familières : « Et je saute vraiment du coq à l'âne... », « Encore une pirouette, Monsieur le Président... », etc.

La politique n'est perçue qu'au travers des relations personnelles de Mollet avec les grands de ce monde ou sur ses impressions de voyage. On est dans l'affect, l'émotion, le sentiment ; se dégage aussi une forme de chaleur, voire de décontraction qui tranchent avec la solennité du lieu. On relève pourtant deux questions plus graves et inévitables, compte tenu du contexte, qui arrivent aux deux tiers de l'entretien et correspondent aux échéances intérieures urgentes, l'une sur l'augmentation des impôts et l'autre sur la guerre d'Algérie. Ce dernier thème,

qui renvoie à une situation douloureuse, constitue le sommet dramatique de l'interview. L'émission a aussi pour objectif de justifier la politique menée par le chef du gouvernement ; politique qui contribue grandement à son impopularité. Du coup, on en revient aux domaines d'intervention plus classiques de l'interviewer. Et pour bien marquer la rupture, la caméra, brusquement, se fixe sur le visage – soudainement sombre – de Sabbagh, ce qui ne s'était pas produit auparavant. Mais cette période (trois minutes au total) est volontairement encadrée par des questions personnelles qui mettent en jeu l'intimité et l'émotion. Après le crescendo du chapitre algérien, la tension se relâche, l'atmosphère se détend à nouveau ; l'émission reprend sa cadence de croisière et touche progressivement à sa fin.

L'interview est donc dominée par la rupture de ton et la modulation de l'intensité dramatique induite par les propos de Sabbagh qui cherche à donner du rythme à l'entretien. Questions, plans, mouvements se combinent pour donner au direct la valeur d'un spectacle. On est particulièrement frappé par le souci d'éviter l'habituelle interview statique. L'accent est ainsi mis sur les déplacements : arrivée de Sabbagh dans la cour de Matignon (dont on suit chaque pas), puis dans le hall de réception ; attente au salon ; entrée dans le bureau de Mollet qui, au bout de quatre minutes, quitte sa table de travail pour venir s'asseoir à côté de son interlocuteur ; vers la fin, les deux hommes se lèvent et se dirigent vers la fenêtre pour admirer les jardins ; Mollet va répondre au téléphone (qui clôt l'échange engagé 22 minutes plus tôt) ; Sabbagh prend congé et on le voit s'éloigner dans la cour de Matignon (tandis que le président se remet au travail), etc.

Modernité paradoxale et éphémère d'une interview

L'émission du 18 juin 1956 – quelques minutes dans l'intimité d'un grand de ce monde – est surtout intéressante par son caractère expérimental et ce, au moins sous trois angles. D'abord, elle constitue la première grande opération de communication politique à la télévision, fondée sur un plan soigneusement établi par une équipe groupée autour du président du Conseil dont il convient de modifier l'image. Ensuite, et au-delà même du pan artificiel de l'interview, se dégage une notable modernité dans la forme – inédite – comme dans le fond. Elle rompt avec les cadres rigides de la terne allocution ou de l'interview à chaud où, aux questions classiques, répondent les propos attendus de l'homme politique. Les normes du rapport entre le journaliste et le responsable public sont transgressées. Or, curieusement, dans cette émission à la

mécanique bien huilée, émerge un naturel et une sincérité apparente qui, pour beaucoup, doit caractériser la télévision²⁰.

Reste à définir la place de l'interviewer. D'un strict point de vue déontologique, on peut s'étonner de l'attitude complaisante de Pierre Sabbagh. Faux procès et jugement anachronique, à une époque où, réfugiés derrière la neutralité du service public, les journalistes de la RTF ne cherchaient guère à pousser les hommes politiques dans leurs derniers retranchements. Sabbagh, l'homme de spectacle, a surtout vu dans l'opération, le profit médiatique que pouvait tirer la télévision : l'émission de juin 1956, à tout point de vue inédite, est une extraordinaire occasion de mettre en lumière les capacités du petit écran ; la manifeste modernité de l'interview est d'abord la sienne.

L'important est surtout ailleurs. Pierre Sabbagh, père fondateur et première grande vedette du journalisme télévisé, bénéficie d'un statut à part dans le monde de l'audiovisuel. S'il a été choisi, c'est d'abord grâce à sa notoriété ; notoriété qui, non seulement doit produire un effet d'attraction sur le téléspectateur, mais encore lui donne l'autorité nécessaire – aux yeux, certes du public, mais plus encore peut-être, des confrères et du monde politique – pour interroger le président du Conseil. Spectacle, l'émission réunit bien deux acteurs. Chacun est à sa place, mais l'interviewer ne s'efface pas pour autant devant l'interviewé : le second s'appuie sur le premier pour valoriser sa prestation, parce que, reconnu professionnellement, il est en quelque sorte à sa mesure. Sabbagh, qui a préparé l'émission de bout en bout, conduit, au sens vrai du terme, l'interview. On est alors loin du journaliste porte-micro, encore si présent à la même époque, au journal télévisé.

Les images des émissions suivantes manquent. On sait néanmoins qu'elles prennent un titre commun – *Face à la vérité* – et qu'elles consistent pour Guy Mollet à répondre au courrier des téléspectateurs dont Sabbagh se fait l'interprète (le président du Conseil s'y était engagé à la fin de l'entretien du 18 juin)²¹. Mais la formule s'épuise et les événements dramatiques de la fin 1956 (Suez, la Hongrie, l'Algérie) vont aboutir à une interview plus conventionnelle. L'émission du 12 novembre dure environ 18 minutes. La mise en scène est, cette fois, réduite au minimum. Mollet s'est placé à son bureau ; face à lui, Sabbagh pose des questions, sans chercher jamais à interrompre son interlocuteur (dont la réponse peut se développer sur trois minutes). Les questions, d'une grande neutralité, ont été préparées ; le journaliste a totalement perdu son autonomie. Quant aux réponses, Guy Mollet les lit : on le voit même changer de feuille, au fur et à mesure de sa lecture ; mais le discours a été partiellement appris par cœur, ce qui lui permet de jeter habilement

un regard vers la caméra. Bref, on retrouve ce rapport si traditionnel du journaliste porte-micro : les questions sont là pour couper la monotonie d'un discours peu supportable, peu audible s'il se prolongeait. L'entretien a été voulu par Guy Mollet dans son contenu, mais aussi dans sa forme. Le journaliste peut apparaître comme son faire-valoir. Néanmoins, la régularité des rendez-vous qui font de Sabbagh l'interlocuteur naturel du président du Conseil, nuance quelque peu ce sentiment.

Sabbagh est le premier journaliste de télévision qui peut se prévaloir du statut d'interviewer politique. Pour la première fois, face à un homme politique prestigieux – le plus prestigieux à ce moment –, un journaliste de télévision dame le pion à ses confrères de presse écrite. Alors que s'occuper d'information dans ce média neuf à l'audience si limitée, où l'écriture et l'analyse ne comptent guère, est considéré avec mépris par les hommes de presse écrite, le fondateur du journal télévisé crée un précédent. Mais Sabbagh ne se contente pas de cela. Cherchant à adapter un genre journalistique déjà ancien à un média nouveau, il fixe insensiblement les pistes de son renouvellement. Sabbagh ne se borne pas à poser des questions, à l'instar des patrons des grands quotidiens invités rue Cognacq-Jay pour interroger collectivement des personnalités politiques, sous l'œil inquisiteur des caméras. Il bâtit l'interview en pensant à l'image, en tenant compte des spécificités de l'outil télévisuel, de ses règles techniques et sociologiques (le petit écran pénètre au cœur de l'intimité des foyers), et en restant persuadé, comme il l'était déjà en 1949 en créant le JT, que l'information à la télévision doit nécessairement obéir aux lois du spectacle et de la mise en scène.

Mais les émissions de Sabbagh ne dépassent guère le stade de l'expérience. La voie ouverte un instant se referme aussitôt. L'architecture imaginée était de toute façon trop lourde, matériellement et financièrement, pour se perpétuer immédiatement. L'agonie de la IV^e République, le retour au pouvoir du général de Gaulle et les conditions de l'installation de la V^e République ne favorisent guère l'innovation en matière d'interview politique. Aussi les modes classiques de l'allocution et de la conférence de presse continuent-ils à dominer ; le chef de l'État et Premier ministre en fournissent eux-mêmes l'exemple.

Au total, même balbutiant, même fragile, même artificiel, le genre de l'interview télévisé existe bien dans les années 1950, notamment sous la forme d'un entretien (à un ou plusieurs journalistes) qui puise son intensité dramatique dans l'incertitude du direct (impression fautive, en l'occurrence, puisque le direct est soigneusement scénarisé). Avec les émissions de Corval, s'esquisse même un début d'institutionnalisation (interrompu, il est vrai en mars 1957 où, sur pression politique, il est

contraint au départ). Le modèle dessiné par Corval est bientôt repris et développé dans les années 1960, notamment avec les émissions de Jean Farran. Une partie des cadres de l'interview actuelle sont fixés dans ces années-là, y compris en matière de dispositif scénique. Ainsi le dialogue régulier entre un chef d'État ou de gouvernement et un journaliste privilégié a-t-il de beaux jours devant lui : du couple De Gaulle-Michel Droit dans les années 1960, au duo Laurent Fabius-Jean Lanzi dans « Parlons France » (1985).

Par ailleurs, le retour aux images infirme les impressions longtemps colportées. On a sans doute eu trop souvent tendance à négliger les premières années de la télévision, dans le domaine qui nous occupe ici, l'interview politique. Il convient donc de les revaloriser pour mieux éclairer toute l'évolution ultérieure. L'indifférence prolongée aux années 1950 s'explique vraisemblablement par l'effet conjugué du déséquilibre des sources, de la faiblesse de l'audience et de l'oubli. D'une part, les images de la période restent rares. D'autre part, quand les émissions de Jean Farran étaient diffusées, on comptait 8 à 9 millions de récepteurs ; il y en avait au mieux 500 000 à l'époque de Corval ; l'impact et la couverture par la presse écrite n'étaient évidemment pas les mêmes d'une époque à l'autre. Et puis le temps a fait le reste. L'exploitation méthodique des images par l'historien doit alors permettre d'infléchir quelques idées reçues, souvent entretenues par les professionnels eux-mêmes.

Observons aussi que, même si l'interview du 18 juin 1956 à Matignon peut faire sourire aujourd'hui par ses outrances théâtrales, l'idée de découvrir l'homme privé qui se cache derrière l'homme public par l'entremise des questions d'un journaliste-médiateur est appelé à renaître et à se renouveler, depuis « Questions à domicile » (1985) jusqu'aux interviews actuelles de Michel Drucker, le dimanche soir. En cela aussi l'entretien Sabbagh-Mollet se distingue par sa modernité.

Enfin, insistons sur l'absence ou la quasi-absence de l'opposition politique dans toutes ces émissions. Le pouvoir mène le jeu, choisit le moment, le lieu, les hommes. Par la suite, le sort de l'opposition n'est guère plus enviable. En 1959, Guy Mollet est interrogé par Jean Farran et Louis Pauwels, qui a fait campagne l'année précédente pour de Gaulle. En 1966, le même Guy Mollet, dans le cadre de l'émission « Face-à-face » de Jean Farran (voulue par Alain Peyrefitte) est interviewé, certes par Françoise Giroud, mais aussi par Michel Droit, Jean Cau et Jean Farran, trois gaullistes patentés. Dans les deux cas, le leader socialiste n'est guère ménagé par les interviewers. Guy Mollet dira même à propos de l'émission de 1966 : « J'ai eu l'impression de tomber dans un guet-apens ». D'une manière plus générale, on note un net déséquilibre dans la liste

des invités, au bénéfice des hommes proches du gouvernement, à commencer par Georges Pompidou.

Au seuil des années 1960, la panoplie de l'interview apparaît pourtant fort incomplète. De ce point de vue, les deux décennies qui suivent vont marquer une nouvelle étape, avec les interviews d'hommes politiques en direct dans le journal télévisé (au début, plus volontiers sous la forme du duplex), les émissions-débats, les face-à-face²² qui modifient le rôle classique du journaliste, passant de la posture du questionneur à celle de l'animateur. Ces deux décennies confortent aussi le statut de l'interviewer-vedette inauguré d'une façon spectaculaire par Pierre Sabbagh, il y a près de 45 ans ■

Notes

1. Nous en avons partiellement les images, grâce au remarquable travail effectué par l'équipe de la collection Voir et savoir, Images du temps présent à la télévision, 1949-1964. On rendra particulièrement hommage au travail effectué par Carole Lécuyer, qui a groupé et sommairement décrit les interventions de Guy Mollet dans la cassette 5 de la collection.
2. Sur les rapports entre politique et télévision dans les années 1950, on lira avec profit : Jérôme BOURDON (1994), *Haute fidélité. Pouvoir et télévision, 1935-1994*, Paris, Seuil ; et Evelyne COHEN (1999), « Télévision, pouvoir et citoyenneté », in Marie-Françoise LÉVY (dir.), *La télévision dans la République. Les années 50*, Bruxelles, Complexe, pp.24-41 (étude particulièrement intéressante par le regard porté sur les images).
3. Voir Christian DELPORTE (1997), « Le journalisme de télévision (1949-1959) : dix Glorieuses ou années zéro ? », in Jérôme BOURDON et al. (dir.), *La grande aventure du petit écran. La télévision française, 1935-1975*, Paris, BDIC, pp.117-123 ; « Le journal télévisé : morphologie d'un nouveau moyen d'information, 1949-1963 », in Michèle de BUSSIÈRE, et al. (dir.) (1999), *Radios et télévision au temps des « événements d'Algérie »*, Paris, L'Harmattan, pp. 205-223.
4. Jérôme BOURDON, op. cit., p.40.
5. *Paris-Presse* note, le 15 juillet 1953 : « Les questions – est-il besoin de le dire – avaient été soigneusement préparées, les réponses également. Et, en dépit des efforts de M. Joseph Laniel pour adopter un ton direct, familier, à l'intention des téléspectateurs, nous n'en étions pas encore à l'aise, à la spontanéité apparente que Franklin Roosevelt sut manifester aux États-Unis pendant ses fameux entretiens "au coin du feu", repris récemment par le général Eisenhower. »
6. Journaliste de télévision, mais jugé mal pensant – en clair trop proche des communistes –, Jean Thévenot avait été interdit d'émissions sur l'ordre d'Emile Hughes, secrétaire d'État à l'Information, en 1953 (Jérôme BOURDON, op. cit., p. 39).
7. Jean QUÉVAL, Jean THÉVENOT (1957), *TV*, Paris, Gallimard, p.404.
8. Cf. *L'Heure de Vérité*.
9. Jacques SALLEBERT (1975), *Entre l'arbre et l'écorce*, Paris, Stock, p. 154.

10. Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET (1970), *La rage de convaincre*, Paris, Robert Laffont, pp.350-353.
11. Elles-mêmes héritées de la tradition rooseveltienne et de la pratique mendésienne des émissions de radio à la Libération.
12. Voir Edward W. CHESTER (1969), *Radio, television and American Politics*, New York, Sheed and Ward, p.88.
13. Bleustein-Blanchet se rappelle : « Guy Mollet a été excellent. Il avait accepté de se laisser maquiller, mais pas d'enlever ses lunettes. » Le même Bleustein-Blanchet conseillera plus tard à De Gaulle (1958) de se passer de ses lunettes pour ses interventions télévisées. *Ibid.*, p.353.
14. « Au mois de février 1956 [ici il commet sans doute une erreur : il s'agit plutôt de mars], le ministre de l'Information, Émile Hughes, m'avait prié de l'accompagner à Matignon où m'attendait le président du Conseil, Guy Mollet, qui souhaitait se servir de la télévision », in Pierre SABBAGH (1984), *Encore vous Sabbagh*, Paris, Stock, p.107.
15. Voir collection évoquée en note 1.
16. Au début de l'interview, Sabbagh déclare à Mollet : « Je tiens à vous remercier d'avoir bien voulu recevoir le téléspectateur français que je suis ».
17. Jean QUÉVAL, Jean THÉVENOT, *op. cit.*, p.278.
18. Détail amusant : lorsque Mollet décroche, une oreille fine peut déceler un "bip" prolongé qui révèle l'inexistence du supposé interlocuteur !
19. Rappelons qu'il est député-maire d'Arras. Cet aspect de l'image est important, à l'époque où les communistes accusent la SFIO, et singulièrement son chef, de trahir la classe ouvrière.
20. *Ibid.*, p.281.
21. Voir : Evelyne COHEN, *art. cit.*, p. 30.
22. Voir Noël NEL (1988), *À fleurets mouchetés. 25 ans de débats télévisés*, Paris, La Documentation française ; Christian DELPORTE (à paraître), « Le face à face télévisuel. L'exemple des débats des élections présidentielles (1974-1995) », colloque Parole et médiation, Univ. Paris X-Nanterre – École française de Rome, 3-4 décembre 1999, Rome.